

«L'euro comme l'Europe sont au bord du gouffre»

> Union européenne Pour Jacques Delors, les dirigeants continuent d'ignorer le précipice qui menace la monnaie unique et la construction européenne. Menace de délitement

Richard Werly BRUXELLES

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy peuvent revoir leur copie: pour l'ancien président de la Commission européenne (1985-1994) qui initia le marché unique, la chancelière allemande et le président français ont continué, mardi à Paris, de formuler des réponses floues et insuffisantes aux questions posées par la crise. Alors qu'un sursaut immédiat de coopération, notamment sous la forme d'une mutualisation partielle des dettes souveraines au sein de l'UE, est indispensable pour ramener le calme et la confiance des marchés.

Le Temps: Croyez-vous au futur «gouvernement économique» de la zone euro proposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy?

Jacques Delors: De quoi parle-t-on? D'un engagement général? D'un nouveau dispositif intergouvernemental destiné à afficher un minimum de coopération et à limiter tout transfert implicite de souveraineté? Tel quel, cela ne servira à rien. Le dialogue franco-allemand se poursuit et je m'en réjouis, mais Mme Merkel, une fois encore, n'a fait aucune concession sur le fond. L'autre idée en vogue, celle d'un ministre des Finances de la zone euro, est du même acabit: c'est un gadget farfelu. La diplomatie européenne fonctionne-t-elle mieux depuis la création, par le Traité de Lisbonne, d'un pseudo «ministre des affaires étrangères de l'UE»? Ouvrons les yeux: l'euro et l'Europe sont au bord du gouffre. Et pour ne pas tomber, le choix me paraît simple: soit les Etats membres acceptent la coopération économique renforcée que j'ai toujours réclamée, soit ils transfèrent des pouvoirs supplémentaires à l'Union. La seconde option étant refusée par une majorité des Vingt-Sept, reste la première.

- Renforcer cette coopération, cela veut dire prendre d'urgence des décisions?

- Oui, en mutualisant partiellement les dettes des Etats jusqu'à hauteur de 60% de leur produit intérieur brut, le seuil conforme au Traité de Maastricht. Cela doit se faire au niveau des 17 pays dotés de la monnaie unique. Les Etats concernés seraient ainsi couverts par une garantie partielle de l'Union économique et monétaire, avec pour conséquence automatique de tirer les taux d'intérêt vers le bas. J'ai toujours dit que le succès de l'Europe, sur le plan économique,

repose sur un triangle: la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. Il faut passer à l'acte. Car si on ne le fait pas, les marchés continueront de douter. Je dénonce les rumeurs qui agitent les bourses, mais j'ai toujours été pragmatique. Or depuis le début de la crise, les dirigeants européens sont passés à côté des réalités. Comment peuvent-ils penser que les marchés vont croire aux promesses du sommet de la zone euro, le 21 juillet, s'il faut attendre la fin de septembre pour les transformer en actes?

- Que répondez-vous aux partisans de l'option inverse: une restructuration dure de la dette grecque et une éventuelle sortie des pays les plus vulnérables de la zone euro?

- Qui est coupable? La Grèce toute seule? Non. Ce serait trop simple. La responsabilité incombe aux ministres des Finances de l'euro-zone, qui n'ont pas demandé des comptes aux autorités d'Athènes ou exigé des audits statistiques renforcés. Pourquoi a-t-on laissé l'Espagne accroître son endettement privé ou l'Irlande favoriser indûment ses banques? Des mesures auraient dû être prises et elles ne l'ont pas été, tandis que, parallèlement, les institutions communautaires, à commencer par la Commission européenne, ont été de plus en plus affaiblies. Sortir la Grèce de l'euro aurait, dans ce contexte de dysfonctionnement généralisé, miné encore plus la monnaie unique.

Quant aux partisans, dans les pays les plus touchés, d'un retour à la monnaie nationale synonyme d'inflation et de dévaluation, je comprends leur position et leur espoir d'une compétitivité retrouvée. Mais qui peut prédire que la drachme grecque retrouvera un bon équilibre? Je suis convaincu que l'appauvrissement généralisé qui résultera d'une sortie de la monnaie unique sera supérieur aux avantages de celle-ci. J'y ajoute enfin une affirmation politique: l'euro est une aventure collective. Elle a été mal gérée, donc corrigons. Mais continuons ensemble.

- D'autres propositions sont sur la table, tels le renforcement de la capacité d'emprunt du Fonds de stabilité financière, ou la création d'euro-obligations...

- Le Fonds de stabilité, qui devient permanent en 2013, est une bonne chose et je plaide par ailleurs fortement pour le lancement séparé d'euro-obligations

Jacques Delors:
«L'euro est une aventure collective. Elle a été mal gérée, donc corrigons. Mais continuons ensemble.»

ARCHIVES

pour financer uniquement des projets porteurs d'avenir. Imaginez ce qu'un grand emprunt de 20 milliards d'euros consacré à l'innovation pourrait apporter comme stimulation à l'UE! Mais nous sommes, une fois encore, aujourd'hui au bord du gouffre. Il faut des pompes à incendie, puis des architectes pour reconstruire. La mutualisation partielle des dettes, c'est la pompe pour éteindre le feu et redonner un sens à la coopération communautaire. Les Etats membres, simultanément, doivent lever leurs dernières objections aux six projets de directives sur la gouvernance économique, dont le Parlement européen a logiquement durci le contenu pour rendre plus automatiques les sanctions en cas de dérapage budgétaire.

- Il n'empêche: les déçus de l'euro sont légion, les Allemands ne veulent plus payer. Le délitement est perceptible. Il vous inquiète?

- Je le redis: la responsabilité de



cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. Le risque actuel, c'est que les 17 pays membres de l'euro, sur lesquels toute l'attention se focalise, paralyseront le projet européen. L'Europe a des défis immenses: ses futures relations avec les Etats-Unis ou avec la Russie, les négociations commerciales mondiales, la mise en œuvre d'un nouveau modèle de croissance «verte», son élargissement dans les Balkans, ses pourparlers avec la Turquie à laquelle j'ai toujours estimé qu'il ne fallait pas dire «un non sans appel». On n'affronte pas une pareille situation avec des demi-mesures. Il faut aussi savoir, comme j'en avais la réputation, claquer la porte et dire «ça suffit!» Les autres dirigeants européens, à commencer par le président de la Commission, doivent se battre pour ces coopérations renforcées concrètes, comme la mutualisation partielle des dettes, dont Angela Merkel ne veut pas et que Nicolas Sarkozy n'ose pas demander. Il faut aussi, surtout,

parler aux Allemands et les comprendre. J'aime l'Allemagne. Son économie sociale de marché, le dynamisme mondialisé de ses PME, son régime parlementaire avancé, son fédéralisme qui impose, comme en Suisse, la subsidiarité et engendre une démocratie «à portée de la main» sont des références. Mais ce n'est pas une raison pour refuser les concessions nécessaires pour continuer à vivre ensemble.

- Scénario du pire: votre appel n'est pas entendu. L'Europe tombe dans le gouffre?

- Je ne peux pas écarter ce risque. Il est réel. On tentera alors de sauver la face en substituant à l'Union actuelle un grand espace de libre-échange. Nous aurons un grand marché - avec des trous! - au lieu d'une grande Europe. Je sais bien sûr, en disant cela, qu'on me répondra que les circonstances ont changé depuis mon départ. Ce que je reconnaîs. Ma période à Bruxelles fut plus facile. Il n'y avait pas, comme aujourd'hui, cette montée

problématique de l'individualisme qui mine les aventures collectives, ce choc entre le local et le global qui alimente les peurs et les nationalismes étroits, ou cette dictature de l'instantané qui ne tient pas compte du temps politique nécessaire. D'accord. Mais qu'ai-je fait, sinon convaincre mes interlocuteurs Helmut Kohl, François Mitterrand ou Margaret Thatcher? Ma proposition, face au déclin européen, a été de proposer un marché unique pour stimuler les économies. Et ce fut une vraie relance pour la croissance et l'emploi. Il nous faut impérativement, pour éviter le gouffre, garder une vision géopolitique à l'horizon 2050, proposer un projet mobilisateur, et surtout vouloir une Europe forte et solidaire dans le monde.

> Sur Internet
Les réponses de Jacques Delors liées à la Suisse
www.letemps.ch

Nouvelle Constitution et élections générales, les promesses du CNT

> Libye La rébellion définit les étapes vers un régime démocratique

Dans une nouvelle feuille de route pour l'après-Kadhafi, la rébellion a défini les étapes menant à une Libye démocratique. Baptisé «Déclaration constitutionnelle», le document de 37 articles a été diffusé en catimini ces derniers jours par le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion à Benghazi. Il est une version étoffée et modifiée de la feuille de route présentée en mars par le CNT, et décrit les grandes étapes de la période de transition suivant une éventuelle chute du «Guide».

La «Déclaration constitutionnelle» réaffirme en préambule les grands principes des démocraties modernes: la Libye est un «Etat démocratique», fondé sur «de la charia (ndlr)

) est la source principale de la loi», la Déclaration «garantit les libertés publiques et individuelles, les droits humains fondamentaux, l'égalité des chances ou encore le respect de la vie privée des citoyens. Le drapeau de la future Libye sera celui de la rébellion, aux couleurs d'avant le coup d'Etat de 1969 du colonel Kadhafi, rayures horizontales rouge, noir, vert, frappé d'une étoile et d'un croissant de lune blancs.

Selon sa nouvelle feuille de route, le CNT s'engage à quitter le pouvoir dans un délai de huit mois au plus tard, après la formation d'un gouvernement intérimaire et l'élection d'une Assemblée nationale de transition. Celle-ci désignera un nouveau gouvernement, organisera

dans les six mois des élections générales, «transparentes et démocratiques», sous supervision de l'ONU. Elle mettra également en place un Comité chargé de rédiger une nouvelle Constitution, qui sera présentée par référendum aux Libyens dans un délai de trois mois.

Contact de «technocrates» de Tripoli avec les insurgés

Par ailleurs, des «technocrates» du régime de Kadhafi sont «entrés en contact avec les insurgés» pour «trouver des points de chute» à l'extérieur de la Libye, a indiqué hier Wahid Bourchan, représentant au CNT. «Dans l'état actuel des choses, le mot «négociations» n'a pas lieu d'être. Ce sont juste des demandes individuelles», a-t-il ajouté. AFP

Le Tribunal spécial pour le Liban rend public son acte d'accusation

> Assassinat de Hariri Les noms des quatre suspects du Hezbollah

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a rendu mercredi publique la totalité de l'acte d'accusation contre les quatre membres du Hezbollah inculpés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat en 2005 de l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

Dès après la décision du juge de la mise en état Daniel Fransen, le tribunal a publié l'acte d'accusation, long de 50 pages, sur son site internet. Les 20 000 pages représentant les éléments de preuve recueillis par le procureur dans le cadre de son enquête sur l'attentat à la camionnette piégée qui a provoqué la mort de Rafic Hariri et de 22 autres personnes (y compris l'auteur de l'attentat-suicide) et fait 231 blessés à Beyrouth le 14 février 2005 n'ont toutefois pas été jointes

au document. Réagissant à la décision, l'ex-premier ministre libanais Saad Hariri, fils de Rafic Hariri, a appelé le Hezbollah à livrer au TSL les quatre inculpés.

Renseignements personnels

L'acte d'accusation, déposé le 17 janvier et confirmé le 28 juin par le TSL, fournit des renseignements personnels sur les quatre hommes: Salim Ayyash, 47 ans, Moustafa Badreddine, 50 ans, Hussein Anassi, 37 ans, et Assad Sabra, 34 ans. On peut y lire leurs dates et lieux de naissance, les noms de leurs parents, leurs derniers lieux de résidence connus, leurs numéros d'inscription au registre d'état civil, de passeport et même de sécurité sociale.

Selon l'acte d'accusation, qui of-

fre aussi un récit chronologique des préparatifs et de l'exécution de l'attentat, Moustafa Badreddine aurait «assuré la supervision générale» de celui-ci tandis que Salim Ayyash aurait «coordonné l'équipe d'exécution de l'assassinat chargée de la commission matérielle» de l'attentat, observant et suivant avec «d'autres personnes» la progression du convoi de Saad Hariri dans Beyrouth. Quant aux deux autres, ils auraient notamment préparé une cassette vidéo contenant une fausse revendication de l'attentat.

Les quatre inculpés du TSL sont toujours en liberté. Le Hezbollah a exclu l'arrestation de ses membres, qui font l'objet de mandats d'arrêt délivrés le 30 juin, ainsi que de notices rouges d'Interpol. AFP